GREEN
EUROPEAN
JOURNAL

L’opportunisme et non l’idéologie : La campagne du Fidesz contre les minorités sexuelles

Article by Kata Benedek
August 27, 2021

La dernière mesure en date dans l’histoire du parti au pouvoir en Hongrie est une nouvelle loi ciblant les personnes LGBTQI+ et qui stigmatise les minorités sexuelles et fait reculer leurs droits. Alors que l’Union européenne semble enfin vouloir envoyer un signal pour signifier que le programme du gouvernement hongrois va à l’encontre des valeurs européennes et des droits fondamentaux, son leader Viktor Orbán semble déterminé à poursuivre cette voie illibérale. Kata Benedek revient sur le chemin qui a mené la Hongrie à cet extrême, et sur les perspectives d’un changement de direction.

“Je défends les droits des homosexuels”. C’est ainsi que le Premier ministre hongrois Viktor Orbán a répondu à la question d’un journaliste à son arrivée au Conseil européen, dans le cadre d’une visite à Bruxelles fin juin 2021. Cette remarque a été faite après qu’un débat de plusieurs heures ait eu lieu au Conseil européen au sujet de la nouvelle loi hongroise discriminant la communauté LGBTQI+.

La loi controversée, qui a été adoptée le 15 juin au nom de la protection de l’enfance, associe les personnes LGBTQI+ aux abus sexuels sur les enfants. Le nouveau projet de loi introduit simultanément un registre des délinquants sexuels pédophiles à la manière des États-Unis et une interdiction similaire à celle de la Russie d’exposer les mineurs à la propagande dite LGBTQI+ dans le cadre de l’éducation sexuelle et de la représentation générale dans l’enseignement et les médias. La loi a été largement critiquée, tant au niveau national qu’à l’étranger, pour avoir porté atteinte à l’égalité, aux droits fondamentaux, à la liberté d’expression, aux droits à l’information, et pour avoir traité les minorités sexuelles comme des criminels en suggérant que les deux catégories méritent le même jugement social et le même traitement. Les organisations civiques ont non seulement souligné les ambiguïtés et les incohérences de la loi dans le domaine de l’éducation et de la protection de l’enfance, mais ont également exprimé leurs inquiétudes quant à l’impact prévisible du projet de loi sur les minorités sexuelles : une montée de la discrimination sociale et l’incitation des membres d’une minorité agressive à commettre des crimes de haine. Le gouvernement maintient néanmoins sa position.

Le bilan du Fidesz en matière de lutte contre le sexisme

Au cours des 30 dernières années, le parti au pouvoir d’Orbán, le Fidesz, a développé des valeurs ultra-conservatrices en matière de genre et de sexualité, alors qu’il avait auparavant adopté une position plus libérale en faveur des droits des LGBTQI+. Le premier gouvernement Fidesz (de 1998 à 2002) insistait déjà sur l’importance des valeurs familiales

traditionnelles, mais sa position explicitement anti-LGBTQI+ n'a commencé à s'imposer que vers le milieu des années 2000, lorsqu'elle a commencé à déterminer les actions législatives du Fidesz. Sous le gouvernement socialiste de 2009, le Fidesz a voté contre l'introduction légale d'unions déclarées pour les couples de même sexe. Lors de sa campagne électorale parlementaire de 2010, qui a été couronnée de succès, il a continué à défendre une conception de la famille fondée sur l'exclusion. Après son retour au pouvoir en 2010, le Fidesz a introduit en 2011 une nouvelle Loi Fondamentale (ou Constitution) pour la Hongrie, rédigée exclusivement par des politiciens du gouvernement. Ce document donne une définition et un rôle statutaires au mariage et à la famille, en affirmant que "la Hongrie doit protéger l'institution du mariage en tant qu'union d'un homme et d'une femme établie par une décision volontaire, et protéger la famille en tant que base de la survie de la Nation. Les liens familiaux sont fondés sur le mariage ou sur la relation entre les parents et les enfants."

Bien que la Loi Fondamentale ait préparé le terrain pour les attaques que l'on pouvait prévoir, ce n'est qu'à la fin des années 2010 que l'"idéologie du genre" et les minorités sexuelles sont devenues une cible majeure du Fidesz, qui a entamé une campagne soutenue pour étouffer le débat dans ce domaine et réduire les droits et libertés. En 2018, le Fidesz a fermé le département d'études de genre de la plus grande université hongroise. À la même période, le parti s'est aussi fortement attaqué aux études de genre et aux études queer dans le cadre de ladite "lex CEU" (modifications de la loi hongroise sur l'enseignement supérieur). Avec un amendement à la constitution en 2020, le Fidesz a élargi le paragraphe original sur le mariage et la famille avec une phrase sans ambiguïté : "La mère est du genre féminin/une femme, le père est du genre masculin/un homme". Ils ont également ajouté un nouveau paragraphe sur les droits fondamentaux des enfants : "La Hongrie protège le droit des enfants, avec une identité propre qui correspond à leur sexe à la naissance et leur assure une éducation conforme aux valeurs fondées sur l'identité constitutionnelle et la culture chrétienne de notre pays." En mai 2020, le Fidesz a fait reculer les droits des personnes transgenres en interdisant les changements de sexe sur les documents officiels. En décembre, le gouvernement a exclu définitivement les couples de même sexe de l'adoption d'enfants. Toujours en 2020, le Fidesz a rejeté la ratification au Parlement de la Convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, que le gouvernement Fidesz avait pourtant signée en 2014. Le Fidesz a fait valoir que la Loi Fondamentale hongroise n'accepte pas le genre comme une construction sociale et que la Convention était le "cheval de Troie des genderistes".

Our latest edition – Democracy Ever After? Perspectives on Power and Representation – is out now!

READ & ORDER

Inventer la tradition – un récit bien pratique.

Toutes ces mesures législatives étaient intégrées et soutenues par une propagande gouvernementale fortement populiste. Le Fidesz a fortement réduit l'"idéologie du genre" aux minorités sexuelles. L'identité LGBTQI+ est décrite dans la communication gouvernementale comme un choix de "style de vie", qui est intrinsèquement étranger au

soi-disant “caractère national” hongrois, la philosophie d’un style de vie traditionnel. Le Fidesz présente les questions LGBTQI+ comme une crise de moralité et de valeurs, dans laquelle le parti se pose en dernier défenseur de la “normalité” nationale traditionnelle. Les politiciens du gouvernement ont fréquemment tenu des propos discriminatoires à l’égard des minorités sexuelles. Cette polarisation extrême des valeurs est essentielle dans la guerre culturelle globale menée par le Fidesz, qui définit sa propre identité en excluant symboliquement certains groupes du tissu de la nation, en l’occurrence la communauté LGBTQI+.

En conséquence, le Fidesz attribue la visibilité croissante de la communauté LGBTQI+ à un lobby occidental agressif qui vise à démolir les valeurs sociales traditionnelles, menaçant intérêt et souveraineté nationaux. Comme ce récit est un élément central du populisme du Fidesz, il peut facilement lier les questions LGBTQI+ à d’autres points du programme déjà établis. Un représentant de l’institut pro-gouvernemental 21st Century Institute a interprété la nouvelle loi et les critiques qui ont suivi de la manière suivante:

Le Fidesz utilise les voix critiques pour légitimer sa lutte symbolique contre les tentatives occidentales d’assujettir la souveraineté (culturelle) hongroise.

“Il est devenu clair que, comme pour la crise migratoire, il s’agit d’une question de souveraineté, et malgré le champ de mines des forces internationales, la Hongrie ne cédera pas à la pression du programme progressiste. […] les anciens colonialistes lancent une nouvelle attaque contre la Hongrie au nom des “valeurs communes”. […] [la loi anti-pédophile] consacre le droit des parents à décider de l’éducation de leurs enfants et empêche l’endoctrinement des enfants par des ONG pseudo-civiles non autorisées agissant dans l’intérêt du lobby mondial LGBTQ.”

Une nouvelle loi discriminatoire contre les personnes LGBTQI+ s’inscrit bien dans la stratégie politique de longue date du Fidesz, à la fois pour maintenir sa base d’électeurs, et également pour poursuivre la lutte permanente contre l’hégémonie culturelle libérale occidentale. Cependant, les événements politiques actuels dans le pays jouent également un rôle.

Des alliés inattendus

Au-delà des avantages susmentionnés, le Fidesz s’est également emparé de ce sujet dans l’espoir d’un gain politique direct. Il existe deux cas possibles dans lesquels le Fidesz pourrait espérer tirer profit de la nouvelle loi. Premièrement, il pourrait exploiter la question pour détourner l’attention de la récente controverse sur l’université Fudan, dans laquelle le gouvernement prévoit de couvrir par des fonds publics la construction, pour un montant de 1,5 milliard d’euros, du campus de Budapest de l’université affiliée au parti communiste chinois.

Deuxièmement, les actions en justice peuvent également être considérées comme un

prélude aux prochaines élections parlementaires de mai 2022. D'une part, en préparation des élections à venir, le Fidesz pourrait tester des domaines politiques pour identifier des thèmes de campagne de mobilisation gagnants. D'autre part, l'aspect le plus pertinent pourrait être l'opportunité d'enfoncer un coin dans la coalition de sept partis opposés au Fidesz. Les partis constitutifs de la coalition comprennent le MSZP socialiste, le DK de centre-gauche, les deux partis verts PM et LMP, l'extra-parlementaire néolibéral Momentum, le nouveau parti ÚVN et l'ancien parti d'extrême droite Jobbik. Malgré les fortes disparités idéologiques entre les partis, les électeurs pourraient être enclins à dépasser ces divisions lorsque le seul objectif qui demeure est le renversement du régime d'Orbán. Selon de récents sondages d'opinion, la Coalition de l'opposition est un adversaire de taille et a même été mesurée comme étant en avance de quelques points de pourcentage sur le Fidesz. Perturber l'unité de la coalition en exposant la fragmentation idéologique contradictoire est une opportunité irrésistible pour le Fidesz. Alors que la plupart des membres ont des points de vue légèrement différents sur les droits LGBTQI+, le Jobbik se distingue clairement de ses alliés. Cela a été démontré lors du processus de vote de la nouvelle loi : alors que les députés du MSZP, du DK, du PM et du LMP était absents au Parlement lors du processus de décision – pour signaler par leur absence l'illégitimité de l'initiative législative – le Jobbik a voté aux côtés du Fidesz. Le Jobbik a justifié sa décision, conformément à son programme d'avant la coalition, en faisant valoir que le renforcement de la loi contre les abuseurs d'enfants est crucial, et qu'après la chute prévue du Fidesz en 2022, les parties relatives aux LGBTQI+ seraient revues et retirées du projet de loi. Alors que tous les autres membres de la coalition ont condamné la décision du Jobbik, l'alliance ne semble pas avoir perdu sa crédibilité auprès des électeurs, car les défis moraux de l'alignement avec le parti d'extrême droite étaient clairement inhérents à de telles coalitions dès le départ. Etonnamment pourtant, les réseaux sociaux ont été remplis de commentaires d'électeurs déçus du Jobbik, reprochant au chef du parti d'avoir aidé le Fidesz à inciter à la haine contre les minorités sexuelles. Finalement, la position du Jobbik au sein de la coalition a peut-être été affaiblie, mais sa décision contradictoire ne semble pas encore avoir affecté le mécontentement unanime des électeurs de l'opposition envers le Fidesz. Malgré cela, le Fidesz pourrait encore profiter de la polarisation du champ politique.

La réponse de l'UE et son impact

Il semble que le Fidesz ait mal calculé la résistance de l'UE à la loi : la plupart des États membres ont fait part de leurs inquiétudes, et la Commission européenne a menacé d'engager une action juridique internationale, car le projet de loi hongrois va à l'encontre du droit et des valeurs fondamentales de l'UE. Outre les diverses sanctions financières et politiques potentielles au niveau de l'UE, certains dirigeants politiques, comme le Premier ministre néerlandais Mark Rutte, ont même évoqué l'article 50, suggérant que la Hongrie n'a plus sa place dans l'UE. Le gouvernement hongrois a donc été contraint de déplacer ses efforts de lobbying de l'arène politique nationale vers l'arène internationale.

Sur le plan international, le Fidesz reste sur ses positions, affirmant que la loi ne fait que renforcer les droits des parents à décider de l'éducation sexuelle de leurs enfants, et que l'État hongrois protège pleinement les droits des LGBTQI+. Dans le même temps, les médias pro-gouvernementaux diffusent une grande variété d'incitations queerphobes. Des titres tels que "Même les enfants ne sont plus épargnés par les homosexuels" ; "Des

conférences de propagande LGBTQ pour les jeunes enfants à Londres avec un pénis artificiel" ; "Une nation a moins de droits sur le terrain de football que la communauté LGBTQ" sont publiés quotidiennement.

De plus, le 23 juin, le gouvernement a annoncé une nouvelle consultation nationale et, en raison de la pression croissante de l'UE, le 21 juillet, il a annoncé un référendum, tous deux demandant l'avis de la population sur le projet de loi. Suivant le modèle des précédents sondages lancés par le gouvernement, l'enquête est conçue non pas pour réfléchir aux critiques suscitées par la loi, mais plutôt pour renforcer le programme du Fidesz. Les questions très orientées portent exclusivement sur la propagande LGBTQI+ dans les écoles publiques, ainsi que sur la promotion et l'exécution forcées de la thérapie de réassignation de genre sur les enfants.

Au début du mois de juillet 2021, la Commission de Venise (un groupe consultatif constitutionnel du Conseil de l'Europe) a appelé le gouvernement hongrois à reconsidérer les paragraphes susmentionnés contenus dans la constitution. En conséquence, la Commission européenne a annoncé le 15 juillet qu'elle lancerait une procédure d'infraction contre la Hongrie et la Pologne en raison de leur traitement discriminatoire des minorités sexuelles. À court terme, les lourdes critiques des institutions européennes et des autres États membres ont peu d'impact sur la politique intérieure. En fait, comme d'habitude, le Fidesz utilise les voix critiques pour légitimer sa lutte symbolique contre les tentatives occidentales d'assujettir la souveraineté (culturelle) hongroise.

À long terme, cependant, les conséquences juridiques des actions du Fidesz pourraient être plus importantes. Malgré la tension croissante et les relations difficiles entre le Fidesz et l'UE depuis 2010, la grande majorité de la population hongroise est toujours pro-UE. Par rapport aux précédents conflits juridiques entre la Hongrie et l'UE, l'action rapide et inhabituellement plus sévère de la Commission européenne a mis le gouvernement sous pression, car la possibilité de perdre des avantages financiers ou même d'être expulsé de l'UE pourrait sérieusement menacer leur maintien au pouvoir. Des restrictions politiques et financières ont déjà eu lieu en Pologne sur cette question : certaines villes ont aboli leur ancien label de "zone sans LGBT" dans l'espoir de retrouver leurs positions politiques passées. En outre, alors que dans sa propagande anti-LGBTQI+, le parti Droit et Justice au pouvoir en Pologne bénéficie du soutien de l'influente Église catholique polonaise au sein de la population polonaise largement religieuse (on estime que la population activement religieuse en Hongrie ne représente que 10 à 20%.) Par conséquent, l'impact social de l'Église catholique hongroise, par ailleurs historiquement plus faible, n'est pas particulièrement fort. Les valeurs chrétiennes invoquées dans les politiques du Fidesz sont mieux comprises en termes culturels, dans lesquels l'introduction de la discrimination LGBTQ+ – qui n'est le sujet central de la propagande gouvernementale que depuis quelques mois – est discutable, et donc son pouvoir de mobilisation politique est également douteux. Il n'y a aucune chance réaliste que la majorité de la population hongroise choisisse le Fidesz plutôt que l'UE sur cette question. En conséquence, on s'attend à ce que le gouvernement hongrois retire ou modifie le projet de loi, comme il l'a fait avec le Stop Soros ou la Lex CEU. Néanmoins, la nouvelle loi, soutenue par une propagande populiste agressive, a eu un effet négatif sur l'acceptation sociale des questions relatives aux minorités et a aggravé la situation de la communauté LGBTQI+, ce qui risque d'avoir un impact durable.

Kata Benedek is a Hungarian art historian and a PhD candidate at Berlin’s Freie Universität. Her forthcoming dissertation revolves around geopolitical temporalities and modalities of socialist Central and Eastern European queer cultural history.

Published August 27, 2021
Article in French
Translation available in English
Published in the *Green European Journal*
Downloaded from https://www.greeneuropeanjournal.eu/lopportunisme-et-non-lideologie-la-campagne-du-fidesz-contre-les-minorites-sexuelles/

The Green European Journal offers analysis on current affairs, political ecology and the struggle for an alternative Europe. In print and online, the journal works to create an inclusive, multilingual and independent media space.
Sign up to the newsletter to receive our monthly Editor's Picks.